

**N° 6624<sup>6</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**Session ordinaire 2015-2016

---

**PROJET DE LOI**

**modifiant, en vue de réformer le régime de publication légale  
relatif aux sociétés et associations,**

- la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,
- la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif,
- l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative au sursis de paiement, au concordat préventif de faillite par l'institution du régime de gestion contrôlée;
- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 septembre 1945 portant révision de la loi du 27 mars 1900 sur l'organisation des associations agricoles;
- la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg;
- la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique;
- la loi modifiée du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE);
- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
- la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit;
- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;
- la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;
- la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de SEPCAV et ASSEP;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;
- la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

\* \* \*

## SOMMAIRE:

	<i>page</i>
<i>Amendements adoptés par la Commission juridique</i>	
1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés à la Présidente du Conseil d'Etat (13.1.2016).....	2
2) Texte coordonné.....	5

\*

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES  
A LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ETAT  
(13.1.2016)**

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir un amendement au projet de loi mentionné sous rubrique.

Je joins en annexe, à toutes fins utiles, un texte coordonné du projet de loi sous rubrique reprenant l'amendement proposé (figurant en caractères gras et soulignés) et les propositions de texte du Conseil d'Etat soulevées dans son avis complémentaire du 6 octobre 2015 que la commission a faites siennes (figurant en caractères soulignés).

\*

**I. OBSERVATIONS**

a) *Article 1<sup>er</sup>, point 4), troisième tiret, point 9° – article 6 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et*

*article 1<sup>er</sup>, point 6), premier tiret, point 3° – article 7 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises*

Les membres de la Commission juridique proposent, pour des raisons de parallélisme des formes, d'aligner les libellés des dispositions sous référence sur le format proposé par le Conseil d'Etat et de remplacer le terme „les“ par celui de „leurs“ et le mot „la“ par celui de „leur“.

b) *Article 1<sup>er</sup>, point 17) – nouvel article 19-2 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises*

Les membres de la Commission juridique réservent une suite favorable à la suggestion du Conseil d'Etat (avis complémentaire du 6 octobre 2015) de reprendre la proposition de texte qu'il avait formulée dans son avis du 5 mai 2015 tout en y rajoutant la phrase concernant la forme abrégée „RESA“.

Il convient de rajouter, à l'endroit de la deuxième phrase du paragraphe 1<sup>er</sup> du nouvel article 19-2, les mots „*et associations*“ (figurant en caractères italiques soulignés) après ceux de „*Recueil électronique des sociétés*“.

- c) *Article 8 – article 5, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE)*

Il convient de supprimer, comme l'a relevé le Conseil d'Etat dans son avis du 5 mai 2015, la référence à l'article 22-5 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

\*

## II. AMENDEMENTS

- a) *Article 1<sup>er</sup>, point 11), 8° – nouvel article 11bis de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises*

Le libellé du point 8° est amendé de la manière suivante:

„8° **le cas échéant**, la date de début et de clôture de l'exercice social **et** de l'entité **et** de la succursale, **le cas échéant**.“

### *Commentaire*

Il y a lieu de redresser une erreur dont l'origine trouve sa source dans le projet de loi initial.

En effet, à la lecture, l'entité de la succursale semble être visée, ce qui n'est évidemment pas le cas. L'intention était de prévoir au point 8° l'obligation d'inscrire, dans le cadre du dépôt électronique des comptes annuels, la date de début et de clôture de l'exercice social, pour les personnes soumises à l'obligation de déposer leurs comptes, c'est-à-dire les entités et les succursales, pour autant que celles-ci soient soumises à telle obligation.

Par ailleurs, afin d'assurer une uniformité avec le point 5) de l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi et qui d'ailleurs fait suite à la suggestion du Conseil d'Etat, il y a lieu de déplacer les mots „le cas échéant“ au début de la phrase.

- b) *Article 7, point 1) – article 7, paragraphe 4 de la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique*

Le libellé amendé du point 1° de l'article 7 est à lire comme suit:

„Le ~~point~~ paragraphe (4) de ce même article est modifié comme suit:

„(4) Les articles 10 et 11bis de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et les dispositions du chapitre Vbis et de l'article 22-5 du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont applicables.“

### *Commentaire*

Il est proposé d'aligner le libellé sur celui de l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE) (article 8 du projet de loi).

La référence à l'article 22-5 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises est supprimée (comme l'a relevé le Conseil d'Etat dans son avis du 5 mai 2015) et les mots „du titre I<sup>er</sup>“ sont ajoutés après ceux de „*chapitre Vbis*“.

- c) *Article 19, point 3) – article 24, alinéa 2 de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif*

Il est proposé de modifier le libellé comme suit:

„**Art. 19.**

[...]

- 3) *L'alinéa 2 de l'article 24 est modifié comme suit:*

„L'injonction faite à la société de gestion par la CSSF de mettre le fonds commun de placement en état de liquidation est déposée sans retard dans le dossier du fonds commun de placement

auprès du registre de commerce et des sociétés et publiée sans retard par les soins de la société de gestion ou du dépositaire au Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du chapitre Vbis du titre 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et dans au moins deux journaux à diffusion adéquate, dont au moins un journal luxembourgeois. A défaut, le dépôt et la publication sont effectués par la CSSF, aux frais du fonds commun de placement. “ “

#### Commentaire

La suppression des termes „sans retard“ vise à redresser un double emploi, étant donné qu’il est précisé en début de phrase que l’injonction faite à la société de gestion par la CSSF de mettre le fonds commun de placement en état de liquidation doit être déposée sans retard dans le dossier du fonds de placement auprès du registre de commerce et des sociétés.

#### d) Article 24

La Commission juridique propose de supprimer, à l’endroit de l’article 24, l’alinéa 2 relatif à l’entrée en vigueur différenciée des dispositions y énumérées.

„**Art. 24.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2016.

Par dérogation à l’alinéa précédent les paragraphes (1) à (16), (18) et (19) à l’exception du dernier tiret du paragraphe (13), du 5<sup>e</sup> tiret du paragraphe (14) et du dernier alinéa introduit par le dernier tiret du paragraphe (14) de l’article 1<sup>er</sup> entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2016.“

#### Commentaire

Pour des raisons d’opportunité et en vue d’une meilleure communication avec les usagers du registre de commerce et des sociétés, le projet de loi initial prévoyait une entrée en vigueur différée sur deux volets distincts, à savoir celui concernant les inscriptions et le dépôt électronique obligatoire au registre de commerce et des sociétés, l’autre concernant la nouvelle plateforme électronique de la publication officielle.

Puis, en raison du nouvel environnement législatif ayant eu lieu au cours de la procédure législative du présent projet de loi, et plus particulièrement suite à l’adoption de la loi du 28 juillet 2014 relative à l’immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, il avait été jugé nécessaire d’adapter l’article 24 du projet de loi (entrée en vigueur) par la voie d’amendements parlementaires adoptés en date du 13 juillet 2015 (doc. parl. 6624<sup>4</sup>).

Plus précisément, afin de tenir compte de l’avis du Conseil d’Etat relatif au projet de loi n° 6625 sur la question de l’inscription du dépositaire des actions au porteur (devenu la loi du 28 juillet 2014 relative à l’immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur), la commission juridique a adopté des amendements parlementaires ayant notamment pour objet de modifier la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises en y ajoutant

- (i) un nouveau point 15) à l’article 13;
- (ii) un nouveau point f) au premier alinéa de l’article 14;
- (iii) ainsi qu’un nouveau dernier alinéa à l’article 14.

Toutefois, dans un souci de facilité, et compte tenu que les deux dates sont désormais rapprochées, il est proposé de ne retenir plus qu’une seule date d’entrée en vigueur pour tous les volets, à savoir le 1<sup>er</sup> juin 2016.

\*

Au nom de la Commission juridique, je vous saurais gré de bien vouloir faire aviser par le Conseil d’Etat les amendements exposés ci-avant.

J'envoie copie de la présente, pour information, au Premier Ministre, Ministre d'Etat, au Ministre de la Justice et au Ministre aux Relations avec le Parlement avec prière de transmettre les amendements à la Chambre des Métiers et à la Chambre de Commerce.

Veillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération très distinguée.

*Pour le Président de la Chambre des Députés,*

Simone BEISSEL

*Vice-Présidente de la Chambre des Députés*

\*

## TEXTE COORDONNE

*Légende:*

- les amendements parlementaires proposés figurent en caractères gras et soulignés,
- les propositions de texte, ainsi que les observations d'ordre légistique du Conseil d'Etat que la commission a faites siennes figurent en caractères soulignés,
- les modifications d'ordre légistique proposées par la Commission juridique en complément de celles soulevées par le Conseil d'Etat figurent en caractère italiques soulignés.

\*

**PROJET DE LOI**

**modifiant, en vue de réformer le régime de publication légale  
relatif aux sociétés et associations,**

- la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,
- la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif,
- l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative au sursis de paiement, au concordat préventif de faillite par l'institution du régime de gestion contrôlée;
- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 septembre 1945 portant révision de la loi du 27 mars 1900 sur l'organisation des associations agricoles;
- la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg;
- la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique;
- la loi modifiée du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE);
- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
- la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit;
- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;
- la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;
- la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR);
- la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de SEPCAV et ASSEP;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;
- la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

**Art. 1<sup>er</sup>.** La loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises est modifiée comme suit:

- 1) A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, sont apportées les modifications suivantes:

- Le point 2° est modifié comme suit:  
„2° les sociétés commerciales à l’exception des sociétés commerciales momentanées et des sociétés commerciales en participation;“
  - Le point 5° est modifié comme suit:  
„5° les succursales créées au Grand-Duché de Luxembourg par des sociétés commerciales et civiles, des groupements d’intérêt économique et des groupements européens d’intérêt économique, relevant du droit d’un autre Etat;“
  - Le point 14° est renuméroté en point 15° et prend la teneur suivante:  
„15° les autres personnes morales et entités dont l’immatriculation est prévue par la loi.“
  - Un nouveau point 14° est inséré comme suit:  
„14° les fonds communs de placement;“
  - A l’article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots „ou les entités“ sont ajoutés après les termes „Seules les personnes“.
- 2) Le dernier alinéa de l’article 3 est supprimé.
- 3) L’intitulé du chapitre III est modifié comme suit:  
**„Chapitre III. – Des déclarations incombant aux personnes morales et autres entités“**
- 4) A l’article 6 sont apportées les modifications suivantes:
- Est ajoutée au point 2°, après les mots „la forme juridique“, l’indication suivante: „et le cas échéant, l’indication d’une mention supplémentaire prévue par la loi; à préciser par règlement grand-ducal;“
  - Le point 5° est modifié comme suit:  
„5° le montant du capital social ou l’indication du caractère variable du capital;“
  - Les points 6°, 7°, 8° et 9° sont remplacés comme suit:  
„6° dans le cas des sociétés à responsabilité limitée, l’identité des associés, leur adresse privée ou professionnelle précise et le nombre de parts sociales détenues par chacun;  
s’il s’agit de personnes physiques, leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance ou  
s’il s’agit de personnes morales non immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, leur dénomination sociale ou leur raison sociale, leur forme juridique, le numéro d’immatriculation au registre de commerce et des sociétés doit être indiqué si la législation de l’Etat dont la personne relève prévoit un tel numéro ainsi que le nom du registre le cas échéant ou  
s’il s’agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d’immatriculation;
  - 7° dans le cas des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite simple, l’identité des associés solidaires et leur adresse privée ou professionnelle précise;  
s’il s’agit de personnes physiques, leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance ou  
s’il s’agit de personnes morales non immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, leur dénomination sociale ou leur raison sociale, leur forme juridique, le numéro d’immatriculation au registre de commerce et des sociétés doit être indiqué si la législation de l’Etat dont la personne relève prévoit un tel numéro ainsi que le nom du registre le cas échéant ou  
s’il s’agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d’immatriculation;
  - 8° l’identité, l’adresse privée ou professionnelle précise des personnes autorisées à gérer, administrer et signer pour la société en leur qualité de mandataires légaux, le régime de signature, la date de nomination et la date d’expiration du mandat, la fonction et l’organe social auquel elles appartiennent le cas échéant;  
s’il s’agit de personnes physiques, leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance ou  
s’il s’agit de personnes morales non immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, leur dénomination sociale ou leur raison sociale, leur forme juridique, le numéro d’immatriculation au registre de commerce et des sociétés doit être indiqué

si la législation de l'Etat dont la personne relève prévoit un tel numéro ainsi que le nom du registre le cas échéant ou

s'il s'agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d'immatriculation.

Doivent également être indiqués les nom, prénoms, date et lieu de naissance et adresse professionnelle ou privée précise des représentants permanents, personnes physiques, désignées par celles-ci;

9° l'identité, l'adresse privée ou professionnelle précise du commissaire aux comptes ou du réviseur d'entreprises agréé, la date de nomination et la date d'expiration du mandat;

s'il s'agit de personnes physiques, leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance ou

s'il s'agit de personnes morales non immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, leur dénomination sociale ou leur raison sociale, leur forme juridique, le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés doit être indiqué si la législation de l'Etat dont la personne relève prévoit un tel numéro ainsi que le nom du registre le cas échéant ou

s'il s'agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d'immatriculation;“

– Le point 11° est modifié comme suit:

„11° pour les sociétés résultant d'une fusion ou d'une scission ou y ayant participé ou celles ayant bénéficié d'un transfert d'actifs, de branche d'activités et d'universalité ou d'un transfert du patrimoine professionnel, leur raison sociale ou leur dénomination sociale, leur forme juridique, l'adresse précise du siège social et le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés ainsi que le nom du registre de toutes les sociétés y ayant participé;

s'il s'agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d'immatriculation;“

– Au point 12°, sont insérés entre les termes „la date“ et „de clôture“, les mots „de début et“.

5) A l'article 6bis sont apportées les modifications suivantes:

– Le point 4° est modifié comme suit:

„4° l'identité des associés commandités et leur adresse privée ou professionnelle précise;

s'il s'agit de personnes physiques, leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance ou

s'il s'agit de personnes morales non immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, leur dénomination sociale ou leur raison sociale, leur forme juridique, le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés doit être indiqué si la législation de l'Etat dont la personne relève prévoit un tel numéro ainsi que le nom du registre le cas échéant ou

s'il s'agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d'immatriculation;“

– Le point 6° est modifié comme suit:

„6° l'identité, l'adresse privée ou professionnelle précise des gérants, la date de nomination et la date d'expiration du mandat, le régime de signature, la fonction et le cas échéant l'organe social auquel ils appartiennent;

s'il s'agit de personnes physiques, leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance ou

s'il s'agit de personnes morales non immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, leur dénomination sociale ou leur raison sociale, leur forme juridique, le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés doit être indiqué si la législation de l'Etat dont la personne relève prévoit un tel numéro, ainsi que le nom du registre le cas échéant ou

s'il s'agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d'immatriculation;“

– Un nouveau point 7° est ajouté comme suit:

„7° le cas échéant, la date de début et de clôture de l'exercice social.“

## 6) A l'article 7 sont apportées les modifications suivantes:

- Le point 3° est modifié comme suit:

„3° l'identité et l'adresse privée ou professionnelle précise de chacun des membres du groupement;

s'il s'agit de personnes physiques, *leurs* nom, prénoms, date et lieu de naissance ou

s'il s'agit de personnes morales non immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, *leur* raison sociale ou *leur* dénomination sociale, *leur* forme juridique, *leur* siège social et le cas échéant le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés ainsi que le nom du registre ou s'il s'agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d'immatriculation;“

- Le point 6° est modifié comme suit:

„6° l'identité, l'adresse privée ou professionnelle précise des personnes autorisées à gérer, administrer et signer pour le groupement, le régime de signature, la date de nomination et la date d'expiration du mandat ainsi que la fonction;

s'il s'agit de personnes physiques, leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance ou

s'il s'agit de personnes morales non immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, leur dénomination ou leur raison sociale, leur forme juridique, et le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés, si la législation de l'Etat dont la personne morale relève prévoit un tel numéro ainsi que le nom du registre le cas échéant ou

s'il s'agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d'immatriculation,

dans le cas où il s'agit de personnes morales, les nom, prénoms, date et lieu de naissance et adresse professionnelle ou privée précise des représentants permanents, personnes physiques, désignées par celles-ci;“

- Sont ajoutés les points 7° et 8° qui sont libellés comme suit:

„7° pour les groupements résultant d'une fusion ou d'une scission ou y ayant participé ou ceux ayant bénéficié d'un transfert d'actifs, de branche d'activités et d'universalité ou d'un transfert du patrimoine professionnel, leur raison sociale ou leur dénomination sociale, leur forme juridique, l'adresse précise du siège social et le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés de toutes les personnes y ayant participé;

s'il s'agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d'immatriculation;

- 8° le cas échéant, la date de début et de clôture de l'exercice social.“

## 7) L'article 8 est modifié comme suit:

„Toute société civile est tenue de requérir son immatriculation. Celle-ci indique:

- 1° la dénomination;

- 2° l'objet;

- 3° la durée pour laquelle la société est constituée lorsqu'elle n'est pas illimitée;

- 4° l'identité des associés et leur adresse privée ou professionnelle précise;

s'il s'agit de personnes physiques, leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance ou

s'il s'agit de personnes morales non immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, leur dénomination ou leur raison sociale, leur forme juridique et le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés, si la législation de l'Etat dont la personne morale relève prévoit un tel numéro ainsi que le nom du registre le cas échéant ou

s'il s'agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d'immatriculation;

- 5° l'adresse précise du siège de la société;

- 6° l'identité, l'adresse privée ou professionnelle précise des gérants, la date de nomination et la date d'expiration du mandat, la fonction et le cas échéant l'organe social auquel ils appartiennent ainsi que la nature et l'étendue de leurs pouvoirs;

s'il s'agit de personnes physiques, leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance ou  
 s'il s'agit de personnes morales non immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, leur dénomination sociale ou leur raison sociale, leur forme juridique, le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés doit être indiqué si la législation de l'Etat dont la personne relève prévoit un tel numéro ainsi que le nom du registre le cas échéant ou

s'il s'agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d'immatriculation;

- 7° pour les sociétés résultant d'une fusion ou d'une scission ou y ayant participé ou celles ayant bénéficié d'un transfert d'actifs, de branche d'activités et d'universalité ou d'un transfert du patrimoine professionnel, leur raison sociale ou leur dénomination sociale, leur forme juridique, l'adresse précise du siège social et le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés de toutes les sociétés y ayant participé;

s'il s'agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d'immatriculation.“

- 8) L'article 9 est modifié comme suit:

„Toute association sans but lucratif, toute fondation, toute association agricole, toute association d'épargne-pension et tout établissement public est tenu de requérir son immatriculation. Celle-ci indique:

1° la dénomination;

2° l'objet;

3° la durée pour laquelle l'association, la fondation ou l'établissement public est constitué, lorsqu'elle n'est pas illimitée;

4° l'adresse précise du siège de l'association, de la fondation ou de l'établissement public;

5° l'identité, l'adresse privée ou professionnelle précise des personnes autorisées à gérer, administrer et signer pour l'association ou la fondation ou des personnes membres de l'organe de gestion pour les établissements publics avec indication de la nature et de l'étendue de leurs pouvoirs ainsi que la date de nomination et la date d'expiration du mandat;

s'il s'agit de personnes physiques, leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance ou

s'il s'agit de personnes morales non immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, leur dénomination ou leur raison sociale, leur forme juridique et le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés, si la législation de l'Etat dont la personne morale relève prévoit un tel numéro ainsi que le nom du registre le cas échéant ou

s'il s'agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d'immatriculation;

6° le cas échéant, la date de début et de clôture de l'exercice social;

7° pour les fondations et les associations sans but lucratif reconnues d'utilité publique, la date de l'arrêté grand-ducal;

pour les associations d'épargne-pension, la date et le numéro de l'autorisation, ainsi que le nom de l'autorité l'ayant délivrée.“

- 9) L'article 10 est remplacé comme suit:

„Tout fonds commun de placement est tenu de requérir son immatriculation. Celle-ci indique:

1° le nom du fonds;

2° la date de création du fonds;

3° pour la société de gestion du fonds;

s'il s'agit d'une personne morale non immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, la dénomination ou la raison sociale, la forme juridique, l'adresse précise du siège social et le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés, si la législation de l'Etat dont la personne morale relève prévoit un tel numéro ainsi que le nom du registre le cas échéant ou

s'il s'agit d'une personne morale immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d'immatriculation."

10) L'article 11 est modifié comme suit:

„Toute succursale d'une société commerciale, d'un groupement d'intérêt économique, d'un groupement européen d'intérêt économique ou d'une société civile doit être inscrite. L'inscription ne peut être opérée qu'après l'immatriculation du principal établissement. Celle-ci indique:

1° la raison sociale ou la dénomination sociale de la société commerciale, du groupement d'intérêt économique, du groupement européen d'intérêt économique ou de la société civile ainsi que son numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés;

2° la dénomination et l'enseigne commerciale de la succursale si elles ne correspondent pas à la raison sociale, à la dénomination sociale, à la dénomination ou à l'enseigne commerciale du principal établissement;

3° l'adresse précise de la succursale;

4° les activités de la succursale;

5° l'identité et l'adresse privée ou professionnelle précise des représentants permanents pour l'activité de la succursale, avec indication de l'étendue de leurs pouvoirs, la date de nomination et la date d'expiration des fonctions, la fonction et l'organe auquel ils appartiennent le cas échéant; s'il s'agit de personnes physiques, leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance ou

s'il s'agit de personnes morales non immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, leur dénomination ou leur raison sociale, leur forme juridique et le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés, si la législation de l'Etat dont la personne morale relève prévoit un tel numéro ainsi que le nom du registre le cas échéant ou

s'il s'agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d'immatriculation."

11) A la suite de l'article 11, est inséré un nouvel article 11bis ayant la teneur suivante:

„Les sociétés commerciales et civiles, les groupements d'intérêt économique et les groupements européens d'intérêt économique qui relèvent de la législation d'un autre Etat sont tenus de requérir l'immatriculation de leurs succursales créées au Grand-Duché de Luxembourg. Celle-ci indique:

1° la dénomination sociale, la raison sociale ou la dénomination de l'entité ainsi que sa forme juridique;

2° le numéro d'immatriculation au registre de commerce de l'entité, si la législation de l'Etat dont l'entité relève prévoit un tel numéro et le cas échéant le nom du registre;

3° la dénomination de la succursale et son enseigne commerciale si elles ne correspondent pas à la raison sociale, à la dénomination sociale, à la dénomination ou à l'enseigne commerciale de l'entité;

4° l'adresse précise de la succursale;

5° les activités de la succursale;

6° l'identité et l'adresse privée ou professionnelle précise des personnes qui ont le pouvoir d'engager l'entité à l'égard des tiers en tant qu'organe de l'entité légalement prévu ou membres de tel organe;

s'il s'agit de personnes physiques, leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance ou

s'il s'agit de personnes morales non immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, leur dénomination ou leur raison sociale, leur forme juridique et le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés, si la législation de l'Etat dont la personne morale relève prévoit un tel numéro ainsi que le nom du registre le cas échéant ou

s'il s'agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d'immatriculation;

7° l'identité, l'adresse privée ou professionnelle précise des représentants permanents pour l'activité de la succursale et l'étendue de leurs pouvoirs, la date de nomination et la date d'expiration des fonctions, la fonction et l'organe auquel ils appartiennent le cas échéant;

s'il s'agit de personnes physiques, leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance ou  
 s'il s'agit de personnes morales non immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, leur dénomination ou leur raison sociale, leur forme juridique et le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés, si la législation de l'Etat dont la personne morale relève prévoit un tel numéro ainsi que le nom du registre le cas échéant ou

s'il s'agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d'immatriculation;

8° **le cas échéant**, la date de début et de clôture de l'exercice social **et** de l'entité **et** de la succursale, **le cas échéant**.

Doivent être inscrits:

- a) la dissolution de l'entité, les nom, prénoms, date et lieu de naissance ou s'il s'agit de personnes morales, la dénomination ou la raison sociale des liquidateurs, l'étendue de leurs pouvoirs ainsi que la clôture de la liquidation;
- b) toute procédure de faillite, de concordat ou autre procédure analogue dont l'entité fait l'objet;
- c) la fermeture de la succursale.

En cas de pluralité de succursales, celles-ci sont inscrites sous un numéro d'immatriculation commun.“

12) A l'article 12 sont apportées les modifications suivantes:

- A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots „modifiée du 28 décembre 1988“ sont remplacés par les mots „du 2 septembre 2011“.
- A l'alinéa 2, les termes „physique ou morale“ sont supprimés et sont remplacés par les termes „ou entité“.
- A l'alinéa 3, sont ajoutés les termes „ou entité“ après les termes „toute personne morale“.
- L'alinéa 4 est remplacé comme suit:

„Le Ministre ayant la Justice dans ses attributions requiert l'inscription de l'arrêté grand-ducal délivré conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.“

- Il est ajouté un nouvel alinéa 5 dont la teneur est celle de l'actuel alinéa 4.
- Au nouvel alinéa 5 les mots „physique et morale“ sont supprimés et remplacés par les termes „ou entité“.

13) A l'article 13 sont apportées les modifications suivantes:

- Au point 8) sont ajoutés les mots „ou entités“ après les mots „autres personnes morales“.
- Le point 11) est reformulé comme suit:  
 „11) les décisions judiciaires portant nomination et fin de mandat d'un administrateur provisoire ou d'un séquestre;“
- Le point 12) est renuméroté en point 13) et l'ancien point 13), en point 12).
- Un point 14) est ajouté comme suit:  
 „14) les démissions de mandataires légaux ou de personnes chargées du contrôle des comptes ainsi que les dénonciations de siège telles que prescrites à l'article 3 de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés.“
- Un point 15) est ajouté à l'article 13 ayant la teneur suivante:  
 „15) la nomination et la cessation de fonction des dépositaires des sociétés anonymes et des sociétés en commandite par actions désignés en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.“

14) A l'article 14, sont apportées les modifications suivantes:

- A l'alinéa 1<sup>er</sup>, le point b) est reformulé comme suit:  
 „b) dans les cas prévus sous 2) à 11), des mandataires désignés par décision judiciaire, auquel cas la demande d'inscription doit être accompagnée de la décision judiciaire en question, ou des greffiers des juridictions visées à l'article 13;“

- A l’actuel point c), la référence au point 12) est remplacée par la référence au point 13). Le point c) devient le point d).
  - A l’actuel point d), la référence au point 13) est remplacée par la référence au point 12). Le point d) devient le point c).
  - Est inséré un point e) ayant la teneur suivante:  
„e) du domiciliataire, de la personne démissionnaire ou de leur mandataire dans les cas prévus sous 14).“
  - Est inséré un point f) ayant la teneur suivante:  
„f) de la personne immatriculée ou de son mandataire dans le cas prévu sous le 15).“
  - Le deuxième alinéa est modifié comme suit:  
„Les inscriptions comprennent les nom, prénoms ou s’il s’agit d’une personne morale, la dénomination ou la raison sociale des tuteurs, curateurs, commissaires à la gestion contrôlée, liquidateurs judiciaires et syndics.“
  - Sont ajoutés quatre nouveaux alinéas dont la teneur est la suivante:  
„Les inscriptions concernant la liquidation volontaire comprennent l’identité du liquidateur, son adresse privée ou professionnelle ainsi que la date à laquelle la liquidation a été décidée; s’il s’agit d’une personne physique, ses nom, prénoms, date et lieu de naissance ou s’il s’agit de personnes morales non immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, leur dénomination ou leur raison sociale, leur forme juridique et le numéro d’immatriculation au registre de commerce et des sociétés, si la législation de l’Etat dont la personne morale relève prévoit un tel numéro ainsi que le nom du registre le cas échéant ou s’il s’agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d’immatriculation.  
Les inscriptions concernant la dénonciation de siège comprennent les nom, prénoms ou s’il s’agit d’une personne morale, la dénomination ou la raison sociale du domiciliataire, le numéro d’immatriculation s’il existe ainsi que l’adresse précise du siège dénoncé.  
Les inscriptions concernant la démission comprennent les nom, prénoms ou s’il s’agit d’une personne morale, la dénomination ou la raison sociale ainsi que la fonction de la personne démissionnaire.  
Les inscriptions concernant le dépositaire comprennent l’identité du dépositaire, l’adresse privée ou professionnelle; s’il s’agit d’une personne physique, ses nom, prénoms, date et lieu de naissance ou s’il s’agit de personnes morales immatriculées auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le seul numéro d’immatriculation.“
- 15) A l’article 15 sont apportées les modifications suivantes:
- A l’alinéa 2 sont ajoutés les termes „et pour compte“ après le membre de phrase „à la demande“.
  - Est ajouté un nouvel alinéa:  
„Le gestionnaire du registre de commerce et des sociétés peut requérir les inscriptions des personnes ou entités à immatriculer auprès du registre de commerce et des sociétés à la demande et pour compte de celles-ci.“
- 16) A l’article 16, alinéa 3 sont ajoutés les mots „ou entités“ après les mots „personnes morales“.
- 17) A la suite de l’article 19, est inséré un nouveau chapitre *Vbis* ayant le libellé et la teneur suivante:

**„Chapitre Vbis. – Des publications au Recueil électronique  
des sociétés et associations**

**Art. 19-1.** Les actes, extraits d’actes ou indications dont la loi prescrit la publication sont dans le mois des actes définitifs déposés par la voie électronique au registre de commerce et des sociétés.

**Art. 19-2.** (1) La publication prescrite par la loi et relative aux personnes visées à l’article 1<sup>er</sup>, à l’exception des établissements publics de l’Etat et des communes, s’opère par la voie électronique

sur une plateforme électronique centrale de publication officielle dénommée le Recueil électronique des sociétés et associations. La publication au Recueil électronique des sociétés et associations ne contient que les seules informations dont la loi prévoit la publication, ainsi que les actes apportant changement aux informations dans la loi prescrit le dépôt et la publication. Dans toute disposition légale ou réglementaire ou dans tout acte ou document quelconque, la référence au Recueil électronique des sociétés et associations peut se faire sous la forme abrégée „RESA“.

La publication s'opère par la voie électronique au Recueil électronique des sociétés et associations, qui ne contient que les seules informations dont la loi prévoit la publication, ainsi que les actes apportant changement aux informations dont la loi prescrit le dépôt et la publication.

(2) La publication est faite dans les quinze jours du dépôt, exception faite des convocations aux assemblées générales pour lesquelles le déposant doit indiquer les dates auxquelles la publication doit être faite.

(3) Les informations dont la loi prévoit la publication au Recueil électronique des sociétés et associations sont déposées et publiées soit en intégralité, soit par extrait, soit par mention du dépôt, en fonction de ce qui est prévu par la loi.

La publication en intégralité correspond à la reproduction intégrale de l'acte ou du document.

La publication par extrait correspond à la publication des informations requises par la loi.

La publication par mention du dépôt correspond à la publication de l'objet et de la date de l'acte ou du document déposé.

**Art. 19-3.** Les actes ou extraits d'actes ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour de leur publication au Recueil électronique des sociétés et associations, sauf si la société prouve que ces tiers en avaient antérieurement connaissance. Les tiers peuvent néanmoins se prévaloir des actes ou extraits d'actes non encore publiés. Pour les opérations intervenues avant le seizième jour qui suit celui de la publication, ces actes ou extraits d'actes ne sont pas opposables aux tiers qui prouvent qu'ils ont été dans l'impossibilité d'en avoir connaissance.

En cas de discordance entre le texte déposé et celui qui est publié au Recueil électronique des sociétés et associations, ce dernier n'est pas opposable aux tiers. Ceux-ci peuvent néanmoins s'en prévaloir, à moins que la société ne prouve qu'ils ont eu connaissance du texte déposé.

**Art. 19-4.** (1) Les documents déposés sont réunis en un dossier tenu pour chaque personne ou entité immatriculée.

(2) La copie intégrale ou partielle peut être obtenue sans autre paiement que celui des frais administratifs fixés par règlement grand-ducal.

Ces copies sont certifiées conformes à l'original à moins que le demandeur ne renonce à cette formalité.“

18) Au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 21 sont ajoutés les termes „ou entités“ après les termes „toutes les personnes“.

19) A l'alinéa 2 de l'article 22-2, les termes „la Communauté“ sont remplacés par „l'Union européenne“. Il est inséré à la dernière phrase du dernier alinéa de ce même article les mots „ou l'entité“ après les mots „à moins que la personne“.

20) A l'article 22-3 sont apportées les modifications suivantes:

– Le paragraphe 1<sup>er</sup> est modifié comme suit:

„(1) Les actes sous signature privée transmis au gestionnaire du registre de commerce et des sociétés, aux fins de dépôt auprès dudit gestionnaire et aux fins de publication au Recueil électronique des sociétés et associations, ou uniquement aux fins de dépôt auprès dudit gestionnaire, sont assujettis à la formalité de l'enregistrement. La transmission au gestionnaire du registre de commerce et des sociétés desdits actes à ces fins équivaut à la formalité de l'enregistrement s'ils ont été acceptés par ledit gestionnaire, à moins que ces actes n'aient été préalablement soumis à cette formalité auprès du receveur de l'Enregistrement. Il est fait mention de cette équivalence sur le récépissé de dépôt prévu au paragraphe (3).

Il n'est cependant pas dérogé au droit de présenter des actes à la formalité de l'enregistrement auprès d'un receveur notamment en cas de défaut d'acceptation par le gestionnaire du registre de commerce et des sociétés d'actes visés à l'alinéa précédent.“

- Au paragraphe 2, alinéa premier, les mots „remise ou la“ sont supprimés, la référence „Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations“ est remplacée par „Recueil électronique des sociétés et associations“ et sont ajoutés à la suite de ce membre de phrase les mots „perçus par ledit gestionnaire pour son compte propre“.
  - A l’alinéa 2 de ce même paragraphe, les mots „remis ou“ sont supprimés.
  - Au paragraphe 4, la référence „Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations“ est remplacée par les termes „au Recueil électronique des sociétés et associations“.
- 21) A l’article 22-4, la référence „Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations“ est remplacée par „Recueil électronique des sociétés et associations“.
- La dernière phrase est remplacée par la suivante: „La perception en est faite par le gestionnaire du registre de commerce et des sociétés pour son propre compte.“
- 22) A l’article 23 sont apportées les modifications suivantes:
- L’alinéa 1<sup>er</sup> est modifié comme suit:
 

„L’organisation, la tenue et le contrôle du registre de commerce et des sociétés, la procédure à suivre en matière d’inscription et de réception des actes et extraits d’actes, les modalités et conditions d’accès, les modalités et conditions de consultation, l’organisation du Recueil électronique des sociétés et associations, la forme et les conditions du dépôt et de la publication au Recueil électronique des sociétés et associations font l’objet d’un règlement grand-ducal.“
  - A l’alinéa deuxième, points a) et b), la référence „Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations“ est remplacée par „Recueil électronique des sociétés et associations“.
  - Le point f) est supprimé.
  - Au point g) est supprimée l’indication „sous forme électronique“. Le point g) est renuméroté en point f).
- 23) A l’article 67, paragraphe 1, point a), la référence à „l’article 9“ est remplacée par la référence à „l’article 11bis § 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la présente loi“.
- 24) A l’article 70, points d) et g), les termes „l’article 9 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales“ sont remplacés par les termes „article 11bis § 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la présente loi“.
- 25) A l’article 79, paragraphes 1 et 1*bis*, les termes „l’article 9 § 3, alinéa 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales“ sont remplacés par les termes „l’article 11bis de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la présente loi“.

**Art. 2.** La loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est modifiée comme suit:

- 1) L’article 9 est abrogé.
- 2) L’article 10 est modifié comme suit:
  - Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont supprimés.
  - L’alinéa 3 est modifié comme suit:
 

„Toute action intentée par une société dont l’acte constitutif n’a pas été publié au Recueil électronique des sociétés et associations conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, est non recevable.“
- 3) L’article 11*bis* est modifié comme suit:
  - Au paragraphe 1<sup>er</sup>, première phrase, les mots „aux articles précédents“ sont remplacés par „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
  - Les points 1) et 2) de ce même paragraphe sont supprimés.
  - Les points 3), 4) et 5) de ce même paragraphe sont renumérotés en points 1), 2) et 3).

- Au paragraphe 2, alinéa 2, de l'article 11*bis*, „aux articles précédents“ est remplacé par „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
  - Le paragraphe 3 est modifié comme suit:
    - „§ 3 Sont déposés et publiés par mention de leur dépôt, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises:
      - 1) le texte intégral des statuts dans une rédaction mise à jour après chaque modification des statuts d'une société anonyme, d'une société en commandite par actions ou d'une société à responsabilité limitée,
      - 2) les comptes annuels, les comptes consolidés ainsi que tous autres documents et informations qui s'y rapportent et dont la loi prescrit la publication.“
  - Le paragraphe 4 est modifié comme suit:
    - „§ 4 Les actes et indications dont la publicité est prescrite par les paragraphes précédents sont opposables aux tiers aux conditions prévues par l'article 19-3 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.“
- 4) A l'article 12quater, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“. Au paragraphe 3 de ce même article, les termes „l'article 11*bis*“ sont remplacés par les termes „des dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
  - 5) A l'article 26*quinquies*, les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
  - 6) A l'article 26*octies*, paragraphe 3, les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
  - 7) A l'article 26-1, paragraphes 3*quinquies* et 3*sexies*, les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
  - 8) A l'article 30, paragraphe 3, les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
  - 9) A l'article 31-2, paragraphe 2, les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
  - 10) A l'article 31-3, paragraphe 2, les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
  - 11) A l'article 32-1, paragraphe 5, les termes „à l'article 9 paragraphe (1)“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
  - 12) A l'article 32-3, paragraphe 3, le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations“.
  - 13) A l'alinéa 3 de l'article 41, les termes „à l'article 9, °§§ 1 et 2“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.

- 14) A l'article 45, paragraphe 3, alinéa 2, le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations“.
- 15) L'article 49-6, paragraphe 1<sup>er</sup>, point b), est modifié comme suit:  
 „Ce rapport est déposé au registre de commerce et des sociétés conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et fait l'objet d'une publication au Recueil électronique des sociétés et associations conformément à l'article 11bis § 3.“
- 16) A l'article 49-8, point 8), les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 17) A l'article 53, alinéa 4, les termes „dans les conditions prévues par l'article 9“ sont remplacés par les termes „dans les conditions prévues au chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 18) A l'article 60, alinéa 3, les termes „dans les conditions prévues par l'article 9“ sont remplacés par les termes „dans les conditions prévues au chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 19) Aux articles 60bis-7, paragraphe 4 et 60bis-8, alinéa 3, les termes „dans les conditions prévues par l'article 9“ sont remplacés par les termes „dans les conditions prévues au chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 20) Au paragraphe 2 de l'article 67-1, la seconde phrase est modifiée comme suit:  
 „Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée, dans les formes statutaires, par des annonces déposées auprès du registre de commerce et des sociétés et publiées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'assemblée au Recueil électronique des sociétés et associations et dans deux journaux de Luxembourg.“
- 21) A l'article 69 paragraphe 2, le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations“.
- 22) A l'article 69-1, paragraphe 1<sup>er</sup> les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 23) L'alinéa 5 de l'article 70 est modifié comme suit:  
 „Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces déposées auprès du registre de commerce et des sociétés et publiées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, au Recueil électronique des sociétés et associations et dans un journal de Luxembourg.“
- 24) A l'article 75, la référence à „l'article 9“ est remplacée par la référence à „l'article 11bis“.
- 25) A l'article 76, alinéa 3, les termes „Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations“ sont remplacés par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations“.
- 26) A l'article 84, alinéa 4, les termes „à l'article 9, §§ 1 et 2“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 27) A l'article 101, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 6, les termes „dans les conditions prévues par l'article 9“ sont remplacés par les termes „dans les conditions prévues au chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 28) A l'article 101-3, les termes „à l'article 9“ sont remplacés par „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.

- 29) A l'article 101-16 le terme „9“ est supprimé et est ajouté avant les termes „étant applicables“, le membre de phrase suivant: „ainsi que les dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 30) A l'article 105, alinéa 3, les termes „Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations“ sont remplacés par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations“.
- 31) A l'article 151, alinéa 2, les termes „à l'art. 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 32) A l'article 160-2, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes „de l'article 9“ sont remplacés par les termes „du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 33) A l'article 160-6, les termes „de l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 34) A l'article 163, alinéa 1<sup>er</sup>, point 1), le mot „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations“ et les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 35) A l'article 191bis les termes „dans les conditions prévues par l'article 9“ sont remplacés par les termes „dans les conditions prévues au chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 36) Au paragraphe 4 de l'article 203, le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 37) Au paragraphe 3 de l'article 203-1, le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 38) Au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 262, les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- Au paragraphe 2 de ce même article, les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „par les dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 39) A l'article 273, paragraphe 1<sup>er</sup>, les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 40) A l'article 273ter, paragraphe 1<sup>er</sup>, les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 41) A l'article 276, paragraphe 1<sup>er</sup>, points e) et f), les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „au chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 42) A l'article 290, les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.

- 43) A l'article 293, paragraphe 3, les termes „à l'article 9 paragraphes 1 et 2“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 44) A l'article 302, paragraphe 1<sup>er</sup>, les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 45) A l'article 305, points e) et f), les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „au chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 46) A l'article 308bis-9, les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 47) A l'article 308bis-12, alinéa 2, les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 48) A l'article 308bis-14, points e) et f), les termes „à l'article 9“ sont remplacés par les termes „au chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 49) A l'article 314, paragraphe 2, point b, bb), la référence à „l'article 9“ est remplacée par la référence à l'„article 11bis“.
- 50) A l'article 338, paragraphe 1<sup>er</sup>, point a), la référence à l'„article 9“ est remplacée par la référence à l'„article 11bis“.
- 51) A l'article 341, paragraphe 1<sup>er</sup>, la référence à l'„article 9“ est remplacée par la référence à l'„article 11bis“.

**Art. 3.** La loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif est modifiée comme suit:

- 1) A l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 3, le premier alinéa est modifié comme suit:
 

„La personnalité civile est acquise à l'association à compter du jour où ses statuts sont publiés au Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.“.

A l'alinéa 3 de ce même article, le mot „ , professions“ est supprimé.
- 2) L'article 9 est modifié comme suit:
 

„Toute modification aux statuts doit être publiée au Recueil électronique des sociétés et associations conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, dans le mois de sa date.“.
- 3) Au paragraphe 6 de l'article 16 sont insérés les mots „auprès du registre de commerce et des sociétés“ après le terme „déposé“.
- 4) A l'article 23, les termes „aux annexes du Mémorial“ sont remplacés par les termes „au Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 5) A l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes „aux annexes du Mémorial“ sont remplacés par les termes „au Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 6) A l'article 32 sont apportées les modifications suivantes:
  - L'alinéa 1<sup>er</sup> est modifié comme suit: „Après avoir obtenu l'approbation par arrêté grand-ducal selon les formes prescrites par la présente loi, les statuts et leurs modifications sont publiés au Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis*

du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.“.

- A l’alinéa 2, les termes „Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations“ sont remplacés par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations“.
- 7) A l’alinéa 2 de l’article 34 les termes „Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations“ sont remplacés par „Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.“.

**Art. 4.** L’arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative aux sursis de paiement, au concordat préventif de la faillite et à la faillite par l’institution du régime de la gestion contrôlée est modifié comme suit:

- 1) A l’article 4, le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations“.
- 2) A l’article 8, le terme „aux annexes du Mémorial“ est remplacé par les termes „au Recueil électronique des sociétés et associations“.
- 3) A l’article 10, les termes „dans le Mémorial“ sont remplacés par les termes „au Recueil électronique des sociétés et associations“.

**Art. 5.** L’arrêté grand-ducal modifié du 17 septembre 1945 portant révision de la loi du 27 mars 1900 sur l’organisation des associations agricoles est modifié comme suit:

- 1) A l’alinéa 3 de l’article premier, le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations“.
- 2) L’article 3, alinéa 2, est modifié comme suit:
 

„Dans le délai de quinze jours, à compter de la date de la constitution, l’un des doubles de l’acte sous seing privé ou une expédition de l’acte notarié, ainsi qu’une liste indiquant les noms et domiciles des membres du comité, des personnes nanties de la signature sociale par décision du comité, ainsi que des membres du conseil de surveillance seront déposés au registre de commerce et des sociétés et publiés au Recueil électronique des sociétés et associations“.
- 3) A l’article 15 sont apportées les modifications suivantes:
  - Au premier alinéa les termes „le clôture“ sont remplacés par „la clôture“.
  - A l’alinéa 3 sont ajoutés en fin de phrase le membre de phrase suivant: „et publiés par mention au Recueil électronique des sociétés et associations“.
  - Le dernier alinéa est supprimé.
- 4) L’alinéa 4 de l’article 17 est modifié comme suit:
 

„La mise en liquidation et la clôture de la liquidation sont déposées auprès du registre de commerce et des sociétés et publiées au Recueil électronique des sociétés et associations“.
- 5) A l’article 18, la mention „Mémorial“ est remplacée par „Recueil électronique des sociétés et associations“.

**Art. 6.** La loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d’Epargne de l’Etat, Luxembourg est modifiée comme suit:

- 1) A l’article 38, paragraphe 3, alinéa premier, le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 2) A l’article 43, paragraphe 2, le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.

**Art. 7.** La loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d’intérêt économique est modifiée comme suit:

- 1) A l'article 7, paragraphe 1<sup>er</sup>, les termes „en intégralité ou“ sont ajoutés avant les termes „par extrait“.

Le ~~point~~ paragraphe (4) de ce même article est modifié comme suit:

„(4) Les articles 10 et 11bis de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et les dispositions du chapitre *Vbis et de l'article 22-5 du titre I<sup>er</sup>* de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont applicables.“

- 2) A l'article 8, paragraphe 2, les termes „Mémorial, recueil des Sociétés et Associations“ sont remplacés par „Recueil électronique des sociétés et associations“.

**Art. 8.** A l'article 5 de la loi modifiée du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE), l'alinéa premier est modifié comme suit:

„L'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et les dispositions du chapitre *Vbis et de l'article 22-5* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont applicables au groupement.“

**Art. 9.** La loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances est modifiée comme suit:

- 1) Aux points 1 et 2 de l'article 59-3, le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 2) Aux points 1 et 2 de l'article 60-3, le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 3) A l'article 87, point 3, le membre de phrase „les modalités de l'article 9 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales“ est remplacé par les termes „les dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.

**Art. 10.** La loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit est modifiée comme suit:

- 1) A l'article 84, paragraphe 3, la référence à l'article 9 est remplacée par la référence à l'article 11bis § 3 et sont ajoutés après les mots „sociétés commerciales“, les mots „et aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.
- 2) A l'article 114, la référence à l'article 9 est remplacée par la référence à l'article 11bis § 3, et sont ajoutés après les mots „sociétés commerciales“, les mots „et aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.

**Art. 11.** La loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier est modifiée comme suit:

- 1) Aux paragraphes 20 et 21 de l'article 60-2, le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations“.
- 2) A l'article 60-8, paragraphe 1<sup>er</sup>, le terme „insérées“ est supprimé et remplacé par „déposées au registre de commerce et des sociétés et publiées“.  
Les termes „dans le Mémorial“ sont remplacés par les termes „au Recueil électronique des sociétés et associations“.
- 3) A l'article 61, paragraphe 12, alinéa premier, le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations“.
- 4) A l'article 61-18, paragraphe 1<sup>er</sup>, le terme „Mémorial C“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations“.

**Art. 12.** La loi modifiée du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois – aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger est modifiée comme suit:

1) A l'article 84, le point 1.a) est modifié comme suit:

„a) prennent la forme d'un relevé déposé conformément à l'article 11bis § 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.“

2) A l'article 122, le point 1.a) est modifié comme suit:

„a) prennent la forme d'un relevé déposé conformément à l'article 11bis § 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.“

3) A l'article 127, point 1, alinéa 1<sup>er</sup>, la référence à l'article 9 est remplacée par la référence à l'article 11bis § 3, et sont ajoutés après les termes „les sociétés commerciales“ les mots „et aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.“

4) A l'article 128, point 1, alinéa 1<sup>er</sup>, la référence à l'article 9 est remplacée par la référence à l'article 11bis § 3, et sont ajoutés après les termes „les sociétés commerciales“, les mots „et aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.“

**Art. 13.** A l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, les termes „au Mémorial C“ sont remplacés par „au Recueil électronique des sociétés et associations“.

**Art. 14.** La loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation est modifiée comme suit:

1) A l'article 10, paragraphe 3, sont ajoutés en fin de phrase les termes „et du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.

2) A l'article 13 sont apportées les modifications suivantes:

– Le paragraphe 1<sup>er</sup> est modifié comme suit:

„(1) La mise en liquidation d'un fonds de titrisation est déposée auprès du registre de commerce et des sociétés et est publiée au Recueil électronique des sociétés et associations et dans au moins deux journaux à diffusion adéquate, l'un de ces journaux étant nécessairement luxembourgeois, dans un délai de quinze jours par les soins de la société de gestion“.

– Au paragraphe 3 de ce même article, le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations“.

3) Au paragraphe 5 de l'article 39 le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.

**Art. 15.** Au paragraphe 6 de l'article 19 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR), le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations“.

**Art. 16.** La loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) est modifiée comme suit:

1) Au troisième alinéa du paragraphe 1 de l'article 27, le terme „ , professions“ est supprimé.

2) A l'article 34, le membre de phrase „les modalités de l'article 9 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales“ est remplacé par les termes „les dispositions du chapitre *Vbis* du

titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.

- 3) Au paragraphe 5 de l'article 92, les termes „au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations“ sont remplacés par les termes „au Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.

**Art. 17.** La loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés est modifiée comme suit:

- 1) L'article 12, paragraphe 1, est modifié comme suit:

„(1) La société de gestion établit le règlement de gestion du fonds commun de placement.

Ce règlement doit être déposé au registre de commerce et des sociétés et sa publication au Recueil électronique des sociétés et associations est faite par une mention du dépôt de ce document, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises. Les clauses de ce règlement sont considérées comme acceptées par les porteurs de parts du fait même de l'acquisition de ces parts.“

- 2) L'article 20, paragraphe 2, est modifié comme suit:

„(2) Le fait entraînant l'état de liquidation est déposé auprès du registre de commerce et des sociétés et publié sans retard par les soins de la société de gestion ou du dépositaire au Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et dans au moins deux journaux à diffusion adéquate, dont au moins un journal luxembourgeois. A défaut, le dépôt et la publication sont entrepris par la CSSF, aux frais du fonds commun de placement.“

- 3) L'article 22, alinéa 2, est modifié comme suit:

„L'injonction faite à la société de gestion par la CSSF de mettre le fonds commun de placement en état de liquidation est déposée auprès du registre de commerce et des sociétés et publiée sans retard par les soins de la société de gestion ou du dépositaire au Recueil électronique des sociétés et associations conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et dans au moins deux journaux à diffusion adéquate, dont au moins un journal luxembourgeois. A défaut, le dépôt et la publication sont effectués par la CSSF, aux frais du fonds commun de placement.“

- 4) Au paragraphe 6 de l'article 47, le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises“.

**Art. 18.** A l'article 42, paragraphe 1 de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres, le terme „insérées“ est supprimé et remplacé par „déposées au registre de commerce et des sociétés et publiées“.

Les termes „dans le Mémorial“ sont remplacés par les termes „au Recueil électronique des sociétés et associations“.

**Art. 19.** La loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif est modifiée comme suit:

- 1) L'article 13, paragraphe 1, est modifié comme suit:

„(1) La société de gestion établit le règlement de gestion du fonds commun de placement. Ce règlement de gestion doit être déposé auprès du registre de commerce et des sociétés et sa publication au Recueil électronique des sociétés et associations est faite par une mention du dépôt de ce document, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre

2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises. Les clauses de ce règlement de gestion sont considérées comme acceptées par les porteurs de parts du fait même de l'acquisition de ces parts.“

2) L'article 22, paragraphe 2, est modifié comme suit:

„(2) Le fait entraînant l'état de liquidation est déposé sans retard dans le dossier du fonds commun de placement auprès du registre de commerce et des sociétés et publié par les soins de la société de gestion ou du dépositaire au Recueil électronique des sociétés et associations conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et dans au moins deux journaux à diffusion adéquate, dont au moins un journal luxembourgeois. A défaut, le dépôt et la publication sont entrepris par la CSSF, aux frais du fonds commun de placement.“

3) L'alinéa 2 de l'article 24 est modifié comme suit:

„L'injonction faite à la société de gestion par la CSSF de mettre le fonds commun de placement en état de liquidation est déposée sans retard dans le dossier du fonds commun de placement auprès du registre de commerce et des sociétés et publiée ~~sans retard~~ par les soins de la société de gestion ou du dépositaire au Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et dans au moins deux journaux à diffusion adéquate, dont au moins un journal luxembourgeois. A défaut, le dépôt et la publication sont effectués par la CSSF, aux frais du fonds commun de placement.“

4) Au paragraphe 6 de l'article 143, le terme „Mémorial“ est remplacé par les termes „Recueil électronique des sociétés et associations“.

**Art. 20.** Toute référence au Mémorial C ou Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations s'entend comme référence au Recueil électronique des sociétés et associations. De même, toute référence à l'article 9 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales s'entend comme une référence au chapitre *Vbis* du titre I<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

**Art. 21.** Les fonds communs de placement créés avant l'entrée en vigueur de la présente loi doivent faire l'objet d'une immatriculation auprès du registre de commerce et des sociétés dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

**Art. 22.** Dans toute disposition légale ou réglementaire future, la référence à la présente loi peut se faire sous une forme abrégée en utilisant les termes de „loi portant réforme du régime de publication légale relatif aux sociétés et associations“.

**Art. 23.** Les documents transmis pour publication au Ministère d'Etat, Service Central de Législation, avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi mais non encore publiés au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, y sont publiés conformément aux dispositions applicables à celui-ci dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la présente loi fixée à l'article 24, alinéa premier.

**Art. 24.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2016.

**Par dérogation à l'alinéa précédent, les paragraphes (1) à (16), (18) et (19) à l'exception du dernier tiret du paragraphe (13), du 5<sup>e</sup> tiret du paragraphe (14) et du dernier alinéa introduit par le dernier tiret du paragraphe (14) de l'article 1<sup>er</sup> entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2016.**